

Subject File

Counterpart Committee - Project Agreement - US/UN and the Congo Government.

01/01/1963 - 31/12/1963

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES	<u>S-0729</u>
BOX	<u>3</u>
FILE	<u>3</u>
ACC.	<u>60013/16.1.0.1</u>

2-14.

Make a file —

Project Agreements

Documents of Counterpart Committee

1963

ROUTING SLIP

FICHE DE TRANSMISSION

TO:

A:

FOR ACTION		POUR SUITE A DONNER
FOR APPROVAL		POUR APPROBATION
FOR SIGNATURE		POUR SIGNATURE
PREPARE DRAFT		PROJET A REDIGER
FOR COMMENTS		POUR OBSERVATIONS
MAY WE CONFER?		POURRIONS-NOUS EN PARLER?
YOUR ATTENTION		VOTRE ATTENTION
AS DISCUSSED		COMME CONVENU
AS REQUESTED		SUITE A VOTRE DEMANDE
NOTE AND FILE		NOTER ET CLASSER
NOTE AND RETURN		NOTER ET RETOURNER
FOR INFORMATION		POUR INFORMATION

Date:

FROM:

DE:

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. D-04.43

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme D-04.43

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 25 March 1963 between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 25 mars 1963 entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed :
between the parties hereto as follows: :

1. The UN hereby agrees to grant :
to the Government CF 10,300,000 for the :
purpose of financing the following :
project approved by Title I Counterpart :
Committee and more fully described :
below, in accordance with the budget :
below set forth, in the manner and under :
the rules and procedures described below :
which project it is mutually agreed is :
given priority rating and is designed :
to promote balance economic development :
in the Congo. :

BUDGET

2. This is a project in the amount :
of CF 10,300,000 for the construction :
of Elisabethville water purification :
station. :

3. Payment of goods and services :
procured by the Government in connexion :
with the project will be paid by the :
U.N. or reimbursed to the Government :
upon written request of the Ordonnateur :
Trésorier of the Government, :
accompanied by receipted bills, :
payrolls, vouchers, or other documents :
certified by him to be correct and :
payable and which will identify the :
goods or services financed and the :
project against which the goods and :
services are to be charged. :
Alternatively, the U.N. will, upon such :
written request, and accompanied by :
the same documentation indicating that :
payment has not yet been made, pay on :
behalf of the Government to the payee, :

Les parties au présent accord con-
viennent solennellement de ce qui suit:

1. L'ONU s'engage par le présent
accord à donner au Gouvernement une
somme de FC 10 300 000 destinée à assu-
rer le financement du projet approuvé
par la Commission des fonds de contre-
partie du Titre I, décrit ci-dessous,
conformément au budget qui figure ci-
dessous, dans les conditions et selon
les règles et procédures qui sont défi-
nies dans le présent accord, les deux
parties s'étant mises d'accord pour
donner la priorité audit projet, lequel
est de nature à favoriser le développe-
ment économique équilibré du Congo.

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC
10 300 000 destinés aux travaux de voi-
rie et d'assainissement de la station
d'épuration des eaux à Elisabethville.

3. L'ONU versera le prix des mar-
chandises et services acquis par le
Gouvernement dans le cadre du projet,
ou remboursera ce prix au Gouvernement
sur la demande écrite de l'Ordonnateur
de la trésorerie du Gouvernement accom-
pagnée des mémoires, feuilles de salai-
res et attestations acquittés ou d'au-
tres documents que ledit Ordonnateur de
la trésorerie aura certifiés exacts et
payables et dans lesquels les marchand-
ises ou services dont l'acquisition est
financée seront identifiés ainsi que le
prix desdits marchandises et services.
De son côté, l'ONU, au reçu de la deman-
de écrite susmentionnée accompagnée de
la même documentation indiquant que le
paiement n'a pas encore eu lieu, versera

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant deman-
: dé au titulaire de la créance, personne,
: firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à four-
: nir à l'ONU tous les renseignements que
: celle-ci pourra raisonnablement demander
: au sujet du projet qui fait l'objet de
: l'accord et au sujet des dépenses rela-
: tives à ce projet, ainsi que les rensei-
: gnements et l'assistance voulus pour que
: l'ONU soit en mesure d'examiner ledit
: projet et l'utilisation des marchandises
: et services dont l'acquisition est finan-
: cée au titre de ce projet. Le Gouverne-
: ment s'engage en outre à communiquer à
: l'ONU des rapports trimestriels relatifs
: à l'état des travaux par projet et à
: donner accès à l'ONU sur le chantier où
: le projet est exécuté, afin de lui per-
: mettre d'effectuer les inspections appro-
: priées sur le terrain et à l'achèvement
: des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à éta-
: blir et à mettre à la disposition de
: l'ONU, sur la demande de celle-ci, des
: notes, livres, comptes et rapports suf-
: fisants relatifs au projet pendant toute
: la durée dudit projet, ou bien jusqu'à
: l'expiration d'une période de trois ans
: à compter du jour où les derniers dé-
: boursements ont été effectués si cette
: dernière date est postérieure à la date
: où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera
: pas d'obligation d'un montant dépassant
: celui qui est indiqué au paragraphe pre-
: mier du présent accord ni supérieur,
: pour chaque article du budget, au montant
: qui figure sur la ligne correspondante
: dans le budget annexé au présent accord,
: étant entendu qu'il est permis de trans-
: férer d'une ligne à l'autre dudit budget
: 20 pour cent des montants respectifs.
: Le Gouvernement convient en outre que
: toute obligation contractée en excédent
: dudit montant sera imputable sur sa pro-
: pre trésorerie.

7. This agreement may be amended from time to time by agreement between the parties hereto.

Executed in the City of Leopoldville,

25 day of March 1963

Government of the
Republic of Congo

United Nations

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Chief
Civilian
Operations
B.F. Osotio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être modifié, de temps à autre, par accord entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,

le 25 mars 1963

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau
de la coordination
économique
A. Succar

Chef des Opérations
civiles
B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

What the project is all about

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. ~~20002~~

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme D-06.2

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 25 March 1963 between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 25 mars 1963 entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed :
between the parties hereto as follows: :

1. The UN hereby agrees to grant :
to the Government CF 2,000,000 for the :
purpose of financing the following :
project approved by Title I Counterpart :
Committee and more fully described :
below, in accordance with the budget :
below set forth, in the manner and under :
the rules and procedures described below :
which project it is mutually agreed is :
given priority rating and is designed :
to promote balance economic development :
in the Congo. :

BUDGET

2. This is a project in the amount :
of CF 2,000,000 for the repairs on the :
Kindu Air Terminal. :

3. Payment of goods and services :
procured by the Government in connexion :
with the project will be paid by the :
U.N. or reimbursed to the Government :
upon written request of the Ordonnateur :
Trésorier of the Government, :
accompanied by receipted bills, :
payrolls, vouchers, or other documents :
certified by him to be correct and :
payable and which will identify the :
goods or services financed and the :
project against which the goods and :
services are to be charged. :
Alternatively, the U.N. will, upon such :
written request, and accompanied by :
the same documentation indicating that :
payment has not yet been made, pay on :
behalf of the Government to the payee, :

Les parties au présent accord con- :
viennent solennellement de ce qui suit: :

1. L'ONU s'engage par le présent :
accord à donner au Gouvernement une :
somme de FC 2 000 000 destinée à assu- :
rer le financement du projet approuvé :
par la Commission des fonds de contre- :
partie du Titre I, décrit ci-dessous, :
conformément au budget qui figure ci- :
dessous, dans les conditions et selon :
les règles et procédures qui sont défi- :
nies dans le présent accord, les deux :
parties s'étant mises d'accord pour :
donner la priorité audit projet, lequel :
est de nature à favoriser le développe- :
ment économique équilibré du Congo. :

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC :
2 000 000 destinés aux réparations à :
l'aérogare de Kindu. :

3. L'ONU versera le prix des mar- :
chandises et services acquis par le :
Gouvernement dans le cadre du projet, :
ou remboursera ce prix au Gouvernement :
sur la demande écrite de l'Ordonnateur :
de la trésorerie du Gouvernement accom- :
pagnée des mémoires, feuilles de salai- :
res et attestations acquittés ou d'au- :
tres documents que ledit Ordonnateur de :
la trésorerie aura certifiés exacts et :
payables et dans lesquels les marchandi- :
ses ou services dont l'acquisition est :
financée seront identifiés ainsi que le :
prix desdits marchandises et services. :
De son côté, l'ONU, au reçu de la deman- :
de écrite susmentionnée accompagnée de :
la même documentation indiquant que le :
paiement n'a pas encore eu lieu, versera :

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended
from time to time by agreement between
the parties hereto.

Executed in the City of Leopoldville,
day of

Government of the
Republic of Congo

United Nations

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Chief
Civilian
Operations
B.F. Osotio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être mo-
difié, de temps à autre, par accord
entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,
le

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau
de la coordination
économique
A. Succar

Chef des Opérations
civiles
B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. D-01.14

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme D-01.14

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 25 March 1963 between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 25 mars 1963 entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed between the parties hereto as follows:

1. The UN hereby agrees to grant to the Government CF 1,500,000 for the purpose of financing the following project approved by Title I Counterpart Committee and more fully described below, in accordance with the budget below set forth, in the manner and under the rules and procedures described below which project it is mutually agreed is given priority rating and is designed to promote balance economic development in the Congo.

BUDGET

2. This is a project in the amount of CF 1,500,000 for the engineering study/construction of 30 kms. of the Elisabethville-Kasenga road.

3. Payment of goods and services procured by the Government in connexion with the project will be paid by the U.N. or reimbursed to the Government upon written request of the Ordonnateur Trésorier of the Government, accompanied by receipted bills, payrolls, vouchers, or other documents certified by him to be correct and payable and which will identify the goods or services financed and the project against which the goods and services are to be charged.

Alternatively, the U.N. will, upon such written request, and accompanied by the same documentation indicating that payment has not yet been made, pay on behalf of the Government to the payee,

Les parties au présent accord conviennent solennellement de ce qui suit:

1. L'ONU s'engage par le présent accord à donner au Gouvernement une somme de FC 1 500 000 destinée à assurer le financement du projet approuvé par la Commission des fonds de contrepartie du Titre I, décrit ci-dessous, conformément au budget qui figure ci-dessous, dans les conditions et selon les règles et procédures qui sont définies dans le présent accord, les deux parties s'étant mises d'accord pour donner la priorité audit projet, lequel est de nature à favoriser le développement économique équilibré du Congo.

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC 1 500 000 destinés aux études des travaux de 30 kms. de la route Elisabethville-Kasenga.

3. L'ONU versera le prix des marchandises et services acquis par le Gouvernement dans le cadre du projet ou remboursera ce prix au Gouvernement sur la demande écrite de l'Ordonnateur de la trésorerie du Gouvernement accompagnée des mémoires, feuilles de salaires et attestations acquittés ou d'autres documents que ledit Ordonnateur de la trésorerie aura certifiés exacts et payables et dans lesquels les marchandises ou services dont l'acquisition est financée seront identifiés ainsi que le prix desdits marchandises et services. De son côté, l'ONU, au reçu de la demande écrite susmentionnée accompagnée de la même documentation indiquant que le paiement n'a pas encore eu lieu, versera

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended from time to time by agreement between the parties hereto.

Executed in the City of Leopoldville,
day of

Government of the United Nations
Republic of Congo

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director Bureau of Economic Coordination
A. Succar

Chief Civilian Operations
B.F. Osorio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic Coordination
J. P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S. T. Baron

7. Le présent accord peut être modifié, de temps à autre, par accord entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,
le

Pour le Gouvernement Pour l'Organisation des
de la République du Nations Unies
Congo

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau Chef des Opérations
de la coordination civiles
économique
A. Succar B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J. P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S. T. Baron

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. **D-10.2a**

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme **D-10.2a**

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

PROJET D'ACCORD

Agreement entered into on **28 June 1963** between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Accord conclu le **28 juin 1963** entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed :
between the parties hereto, as follows: :

1. The UN hereby agrees to grant :
to the Government CF 2,996,000 for the :
purpose of financing the following :
project approved by Title I Counterpart :
Committee and more fully described :
below, in accordance with the budget :
below set forth, in the manner and under :
the rules and procedures described below :
which project it is mutually agreed is :
given priority rating and is designed :
to promote balance economic development :
in the Congo. :

BUDGET

2. This is a project in the amount :
of CF 2,996,000 for grading and :
construction of ground floor offices :
of the National Pedagogical Institute :

3. Payment of goods and services :
procured by the Government in connexion :
with the project will be paid by the :
U.N. or reimbursed to the Government :
upon written request of the Ordonnateur :
Trésorier of the Government, :
accompanied by receipted bills, :
payrolls, vouchers, or other documents :
certified by him to be correct and :
payable and which will identify the :
goods or services financed and the :
project against which the goods and :
services are to be charged. :
Alternatively, the U.N. will, upon such :
written request, and accompanied by :
the same documentation indicating that :
payment has not yet been made, pay on :
behalf of the Government to the payee, :

Les parties au présent accord con-
viennent solennellement de ce qui suit:

1. L'ONU s'engage par le présent
accord à donner au Gouvernement une
somme de FC 2 996 000 destinée à assu-
rer le financement du projet approuvé
par la Commission des fonds de contre-
partie du Titre I, décrit ci-dessous,
conformément au budget qui figure ci-
dessous, dans les conditions et selon
les règles et procédures qui sont défi-
nies dans le présent accord, les deux
parties s'étant mises d'accord pour
donner la priorité audit projet, lequel
est de nature à favoriser le développe-
ment économique équilibré du Congo.

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC
2 996 000 destinés à l'aménagement en
bureaux du rez-de-chaussée du bâtiment
et travaux de terrassement à l'Institut
Pédagogique National.

3. L'ONU versera le prix des mar-
chandises et services acquis par le
Gouvernement dans le cadre du projet,
ou remboursera ce prix au Gouvernement
sur la demande écrite de l'Ordonnateur
de la trésorerie du Gouvernement accom-
pagnée des mémoires, feuilles de salai-
res et attestations acquittés ou d'au-
tres documents que ledit Ordonnateur de
la trésorerie aura certifiés exacts et
payables et dans lesquels les marchandi-
ses ou services dont l'acquisition est
financée seront identifiés ainsi que le
prix desdits marchandises et services.
De son côté, l'ONU, au reçu de la deman-
de écrite susmentionnée accompagnée de
la même documentation indiquant que le
paiement n'a pas encore eu lieu, versera

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant deman-
: dé au titulaire de la créance, personne,
: firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à four-
: nir à l'ONU tous les renseignements que
: celle-ci pourra raisonnablement demander
: au sujet du projet qui fait l'objet de
: l'accord et au sujet des dépenses rela-
: tives à ce projet, ainsi que les rensei-
: gnements et l'assistance voulus pour que
: l'ONU soit en mesure d'examiner ledit
: projet et l'utilisation des marchandises
: et services dont l'acquisition est finan-
: cée au titre de ce projet. Le Gouverne-
: ment s'engage en outre à communiquer à
: l'ONU des rapports trimestriels relatifs
: à l'état des travaux par projet et à
: donner accès à l'ONU sur le chantier où
: le projet est exécuté, afin de lui per-
: mettre d'effectuer les inspections appro-
: priées sur le terrain et à l'achèvement
: des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à éta-
: blir et à mettre à la disposition de
: l'ONU, sur la demande de celle-ci, des
: notes, livres, comptes et rapports suf-
: fisants relatifs au projet pendant toute
: la durée dudit projet, ou bien jusqu'à
: l'expiration d'une période de trois ans
: à compter du jour où les derniers dé-
: boursements ont été effectués si cette
: dernière date est postérieure à la date
: où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera
: pas d'obligation d'un montant dépassant
: celui qui est indiqué au paragraphe pre-
: mier du présent accord ni supérieur,
: pour chaque article du budget, au montant
: qui figure sur la ligne correspondante
: dans le budget annexé au présent accord,
: étant entendu qu'il est permis de trans-
: férer d'une ligne à l'autre dudit budget
: 20 pour cent des montants respectifs.
: Le Gouvernement convient en outre que
: toute obligation contractée en excédent
: dudit montant sera imputable sur sa pro-
: pre trésorerie.

7. This agreement may be amended
from time to time by agreement between
the parties hereto.

Executed in the City of Leopoldville,
day of

Government of the
Republic of Congo

United Nations

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Chief
Civilian
Operations
B.F. Osotio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être mo-
difié, de temps à autre, par accord
entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,
le

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau
de la coordination
économique
A. Succar

Chef des Opérations
civiles
B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. D-02.6-a

Title I
Counterpart
Committee

: Bureau du Chef
: des Opérations
: Civiles - ONUC

Référence:
Programme D-02.6-a

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on **25 March 1963** between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le **25 mars 1963** entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed:
between the parties hereto as follows: :

1. The UN hereby agrees to grant :
to the Government CF 3,180,000 for the :
purpose of financing the following :
project approved by Title I Counterpart :
Committee and more fully described :
below, in accordance with the budget :
below set forth, in the manner and under :
the rules and procedures described below :
which project it is mutually agreed is :
given priority rating and is designed :
to promote balance economic development :
in the Congo. :

BUDGET

2. This is a project in the amount :
of CF 3,180,000 for the orders for parts :
for dredges and buoy vessels placed by :
the Service des Voies Navigables. :

3. Payment of goods and services :
procured by the Government in connexion :
with the project will be paid by the :
U.N. or reimbursed to the Government :
upon written request of the Ordonnateur :
Trésorier of the Government, :
accompanied by receipted bills, :
payrolls, vouchers, or other documents :
certified by him to be correct and :
payable and which will identify the :
goods or services financed and the :
project against which the goods and :
services are to be charged. :
Alternatively, the U.N. will, upon such :
written request, and accompanied by :
the same documentation indicating that :
payment has not yet been made, pay on :
behalf of the Government to the payee, :

Les parties au présent accord con-
viennent solennellement de ce qui suit:

1. L'ONU s'engage par le présent
accord à donner au Gouvernement une
somme de 3 180 000 FC destinée à assu-
rer le financement du projet approuvé
par la Commission des fonds de contre-
partie du Titre I, décrit ci-dessous,
conformément au budget qui figure ci-
dessous, dans les conditions et selon
les règles et procédures qui sont défi-
nies dans le présent accord, les deux
parties s'étant mises d'accord pour
donner la priorité audit projet, lequel
est de nature à favoriser le développe-
ment économique équilibré du Congo.

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC
3 180 000 destinés à des commandes de
rechanges pour dragues et baliseurs pour
compte du Service des Voies Navigables.

3. L'ONU versera le prix des mar-
chandises et services acquis par le
Gouvernement dans le cadre du projet,
ou remboursera ce prix au Gouvernement
sur la demande écrite de l'Ordonnateur
de la trésorerie du Gouvernement accom-
pagnée des mémoires, feuilles de salai-
res et attestations acquittés ou d'au-
tres documents que ledit Ordonnateur de
la trésorerie aura certifiés exacts et
payables et dans lesquels les marchandi-
ses ou services dont l'acquisition est
financée seront identifiés ainsi que le
prix desdits marchandises et services.
De son côté, l'ONU, au reçu de la deman-
de écrite susmentionnée accompagnée de
la même documentation indiquant que le
paiement n'a pas encore eu lieu, versera

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended from time to time by agreement between the parties hereto.

Executed in the City of Leopoldville,
day of

Government of the
Republic of Congo

United Nations

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Chief
Civilian
Operations
B.F. Osorio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être modifié, de temps à autre, par accord entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,
le

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau
de la coordination
économique
A. Succar

Chef des Opérations
civiles
B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. D-10.2b

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme D-10.2b

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 28 June 1963 between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 28 juin 1963 entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now therefore, it is hereby agreed between the parties hereto as follows:

1. The UN hereby agrees to grant to the Government CF 2,709,000 for the purpose of financing the following project approved by Title I Counterpart Committee and more fully described below, in accordance with the budget below set forth, in the manner and under the rules and procedures described below: which project it is mutually agreed is given priority rating and is designed to promote balance economic development in the Congo.

BUDGET

2. This is a project in the amount of CF 2,709,000 for the construction of 6 classrooms at the National Pedagogical Institute.

3. Payment of goods and services procured by the Government in connexion with the project will be paid by the U.N. or reimbursed to the Government upon written request of the Ordonnateur Trésorier of the Government, accompanied by receipted bills, payrolls, vouchers, or other documents certified by him to be correct and payable and which will identify the goods or services financed and the project against which the goods and services are to be charged.

Alternatively, the U.N. will, upon such written request, and accompanied by the same documentation indicating that payment has not yet been made, pay on behalf of the Government to the payee,

Les parties au présent accord conviennent solennellement de ce qui suit:

1. L'ONU s'engage par le présent accord à donner au Gouvernement une somme de FC 2 709 000 destinée à assurer le financement du projet approuvé par la Commission des fonds de contrepartie du Titre I, décrit ci-dessous, conformément au budget qui figure ci-dessous, dans les conditions et selon les règles et procédures qui sont définies dans le présent accord, les deux parties s'étant mises d'accord pour donner la priorité audit projet, lequel est de nature à favoriser le développement économique équilibré du Congo.

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC 2 709 000 destinés à la construction d'un bloc de 6 salles de classe à l'Institut Pédagogique National.

3. L'ONU versera le prix des marchandises et services acquis par le Gouvernement dans le cadre du projet, ou remboursera ce prix au Gouvernement sur la demande écrite de l'Ordonnateur de la trésorerie du Gouvernement accompagnée des mémoires, feuilles de salaires et attestations acquittés ou d'autres documents que ledit Ordonnateur de la trésorerie aura certifiés exacts et payables et dans lesquels les marchandises ou services dont l'acquisition est financée seront identifiés ainsi que le prix desdits marchandises et services. De son côté, l'ONU, au reçu de la demande écrite susmentionnée accompagnée de la même documentation indiquant que le paiement n'a pas encore eu lieu, versera

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended
from time to time by agreement between
the parties hereto.

Executed in the City of Leopoldville,
day of

Government of the United Nations
Republic of Congo

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être mo-
difié, de temps à autre, par accord
entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,
le

Pour le Gouvernement Pour l'Organi-
de la République du sation des
Congo Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau Chef des Opérations
de la coordination civiles
économique
A. Succar B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. D-02.6-b

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme D-02.6-b

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 25 March 1963 between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 25 mars 1963 entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed :
between the parties hereto as follows: :

1. The UN hereby agrees to grant :
to the Government CF 5,560,000 for the :
purpose of financing the following :
project approved by Title I Counterpart :
Committee and more fully described :
below, in accordance with the budget :
below set forth, in the manner and under :
the rules and procedures described below :
which project it is mutually agreed is :
given priority rating and is designed :
to promote balance economic development :
in the Congo. :

BUDGET

2. This is a project in the amount :
of CF 5,560,000 for the orders for parts :
for dredges and buoy vessels placed by :
the Service des Voies Navigables :

3. Payment of goods and services :
procured by the Government in connexion :
with the project will be paid by the :
U.N. or reimbursed to the Government :
upon written request of the Ordonnateur :
Trésorier of the Government, :
accompanied by receipted bills, :
payrolls, vouchers, or other documents :
certified by him to be correct and :
payable and which will identify the :
goods or services financed and the :
project against which the goods and :
services are to be charged. :
Alternatively, the U.N. will, upon such :
written request, and accompanied by :
the same documentation indicating that :
payment has not yet been made, pay on :
behalf of the Government to the payee, :

Les parties au présent accord con-
viennent solennellement de ce qui suit:

1. L'ONU s'engage par le présent
accord à donner au Gouvernement une
somme de FC 5 560 000 destinés à assu-
rer le financement du projet approuvé
par la Commission des fonds de contro-
partie du Titre I, décrit ci-dessous,
conformément au budget qui figure ci-
dessous, dans les conditions et selon
les règles et procédures qui sont défi-
nies dans le présent accord, les deux
parties s'étant mises d'accord pour
donner la priorité audit projet, lequel
est de nature à favoriser le développe-
ment économique équilibré du Congo.

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC
5 560 000 destinés à des commandes de
rechanges pour dragues et baliseurs
pour compte du Service des Voies Navi-
gables.

3. L'ONU versera le prix des mar-
chandises et services acquis par le
Gouvernement dans le cadre du projet,
ou remboursera ce prix au Gouvernement
sur la demande écrite de l'Ordonnateur
de la trésorerie du Gouvernement accom-
pagnée des mémoires, feuilles de salai-
res et attestations acquittés ou d'au-
tres documents que ledit Ordonnateur de
la trésorerie aura certifiés exacts et
payables et dans lesquels les marchandi-
ses ou services dont l'acquisition est
financée seront identifiés ainsi que le
prix desdites marchandises et services.
De son côté, l'ONU, au reçu de la deman-
de écrite susmentionnée accompagnée de
la même documentation indiquant que le
paiement n'a pas encore eu lieu, versera

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended from time to time by agreement between the parties hereto.

Executed in the City of Leopoldville,
day of

Government of the
Republic of Congo

United Nations

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Chief
Civilian
Operations
B.F. Osotio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être modifié, de temps à autre, par accord entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,
le

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau
de la coordination
économique
A. Succar

Chef des Opérations
civiles
B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. D-10.3

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme D-10.3

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 25 March 1963 between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 25 mars 1963 entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed :
between the parties hereto as follows: :

1. The UN hereby agrees to grant :
to the Government CF 7,000,000 for the :
purpose of financing the following :
project approved by Title I Counterpart :
Committee and more fully described :
below, in accordance with the budget :
below set forth, in the manner and under :
the rules and procedures described below :
which project it is mutually agreed is :
given priority rating and is designed :
to promote balance economic development :
in the Congo. :

BUDGET

2. This is a project in the amount :
of CF 7,000,000 for the construction of :
the Institut National du Bâtiment et :
des Travaux Publics. :

3. Payment of goods and services :
procured by the Government in connexion :
with the project will be paid by the :
U.N. or reimbursed to the Government :
upon written request of the Ordonnateur :
Trésorier of the Government, :
accompanied by receipted bills, :
payrolls, vouchers, or other documents :
certified by him to be correct and :
payable and which will identify the :
goods or services financed and the :
project against which the goods and :
services are to be charged. :
Alternatively, the U.N. will, upon such :
written request, and accompanied by :
the same documentation indicating that :
payment has not yet been made, pay on :
behalf of the Government to the payee, :

Les parties au présent accord con-
viennent solennellement de ce qui suit :

1. L'ONU s'engage par le présent
accord à donner au Gouvernement une
somme de FC 7 000 000 destinée à assu-
rer le financement du projet approuvé
par la Commission des fonds de contre-
partie du Titre I, décrit ci-dessous,
conformément au budget qui figure ci-
dessous, dans les conditions et selon
les règles et procédures qui sont défi-
nies dans le présent accord, les deux
parties s'étant mises d'accord pour
donner la priorité audit projet, lequel
est de nature à favoriser le développe-
ment économique équilibré du Congo. :

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC
7 000 000 destinés à la construction de
l'Institut National du Bâtiment et des
Travaux Publics. :

3. L'ONU versera le prix des mar-
chandises et services acquis par le
Gouvernement dans le cadre du projet,
ou remboursera ce prix au Gouvernement
sur la demande écrite de l'Ordonnateur
de la trésorerie du Gouvernement accom-
pagnée des mémoires, feuilles de salai-
res et attestations acquittés ou d'au-
tres documents que ledit Ordonnateur de
la trésorerie aura certifiés exacts et
payables et dans lesquels les marchandi-
ses ou services dont l'acquisition est
financée seront identifiés ainsi que le
prix desdits marchandises et services.
De son côté, l'ONU, au reçu de la deman-
de écrite susmentionnée accompagnée de
la même documentation indiquant que le
paiement n'a pas encore eu lieu, versera

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. D-06.2

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme D-06.2

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 25 March 1963 between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 25 mars 1963 entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agence for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed :
between the parties hereto as follows:

Les parties au présent accord con-
viennent solennellement de ce qui suit:

1. The UN hereby agrees to grant :
to the Government CF 2,000,000 for the :
purpose of financing the following :
project approved by Title I Counterpart :
Committee and more fully described :
below, in accordance with the budget :
below set forth, in the manner and under :
the rules and procedures described below :
which project it is mutually agreed is :
given priority rating and is designed :
to promote balance economic development :
in the Congo.

1. L'ONU s'engage par le présent :
accord à donner au Gouvernement une :
somme de FC 2 000 000 destinée à assu- :
rer le financement du projet approuvé :
par la Commission des fonds de contre- :
partie du Titre I, décrit ci-dessous, :
conformément au budget qui figure ci- :
dessous, dans les conditions et selon :
les règles et procédures qui sont défi- :
nies dans le présent accord, les deux :
parties s'étant mises d'accord pour :
donner la priorité audit projet, lequel :
est de nature à favoriser le développe- :
ment économique équilibré du Congo.

BUDGET

2. This is a project in the amount :
of CF 2,000,000 for the repairs on the :
Kindu Air Terminal.

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC :
2 000 000 destinés aux réparations à :
l'aérogare de Kindu.

3. Payment of goods and services :
procured by the Government in connexion :
with the project will be paid by the :
U.N. or reimbursed to the Government :
upon written request of the Ordonnateur :
Trésorier of the Government, :
accompanied by receipted bills, :
payrolls, vouchers, or other documents :
certified by him to be correct and :
payable and which will identify the :
goods or services financed and the :
project against which the goods and :
services are to be charged. :
Alternatively, the U.N. will, upon such :
written request, and accompanied by :
the same documentation indicating that :
payment has not yet been made, pay on :
behalf of the Government to the payee,

3. L'ONU versera le prix des mar- :
chandises et services acquis par le :
Gouvernement dans le cadre du projet, :
ou remboursera ce prix au Gouvernement :
sur la demande écrite de l'Ordonnateur :
de la trésorerie du Gouvernement accom- :
pagnée des mémoires, feuilles de salai- :
res et attestations acquittés ou d'au- :
tres documents que ledit Ordonnateur de :
la trésorerie aura certifiés exacts et :
payables et dans lesquels les marchandi- :
ses ou services dont l'acquisition est :
financée seront identifiés ainsi que le :
prix desdits marchandises et services. :
De son côté, l'ONU, au reçu de la deman- :
de écrite susmentionnée accompagnée de :
la même documentation indiquant que le :
paiement n'a pas encore eu lieu, versera

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended
from time to time by agreement between
the parties hereto.

Executed in the City of Leopoldville,
day of

Government of the
Republic of Congo

United Nations

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Chief
Civilian
Operations
B.F. Osotio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être mo-
difié, de temps à autre, par accord
entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,
le

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau
de la coordination
économique
A. Succar

Chef des Opérations
civiles
B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. **D-05.24**

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme **D-05.24**

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on **25 March 1963** between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le **25 mars 1963** entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed :
between the parties hereto as follows: :

1. The UN hereby agrees to grant :
to the Government CF 5,065,000 for the :
purpose of financing the following :
project approved by Title I Counterpart :
Committee and more fully described :
below, in accordance with the budget :
below set forth, in the manner and under :
the rules and procedures described below :
which project it is mutually agreed is :
given priority rating and is designed :
to promote balance economic development :
in the Congo. :

BUDGET

2. This is a project in the amount :
of CF 5,065,000 for the extension of :
the Kikwit potable water network. :

3. Payment of goods and services :
procured by the Government in connexion :
with the project will be paid by the :
U.N. or reimbursed to the Government :
upon written request of the Ordonnateur :
Trésorier of the Government, :
accompanied by receipted bills, :
payrolls, vouchers, or other documents :
certified by him to be correct and :
payable and which will identify the :
goods or services financed and the :
project against which the goods and :
services are to be charged. :
Alternatively, the U.N. will, upon such :
written request, and accompanied by :
the same documentation indicating that :
payment has not yet been made, pay on :
behalf of the Government to the payee, :

Les parties au présent accord con- :
viennent solennellement de ce qui suit: :

1. L'ONU s'engage par le présent :
accord à donner au Gouvernement une :
somme de FC 5 065 000 destinée à assu- :
rer le financement du projet approuvé :
par la Commission des fonds de contre- :
partie du Titre I, décrit ci-dessous, :
conformément au budget qui figure ci- :
dessous, dans les conditions et selon :
les règles et procédures qui sont défi- :
nies dans le présent accord, les deux :
parties s'étant mises d'accord pour :
donner la priorité audit projet, lequel :
est de nature à favoriser le développe- :
ment économique équilibré du Congo. :

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC :
5 065 000 destinés à l'adduction d'eau :
à Kikwit. :

3. L'ONU versera le prix des mar- :
chandises et services acquis par le :
Gouvernement dans le cadre du projet, :
ou remboursera ce prix au Gouvernement :
sur la demande écrite de l'Ordonnateur :
de la trésorerie du Gouvernement accom- :
pagnée des mémoires, feuilles de salai- :
res et attestations acquittés ou d'au- :
tres documents que ledit Ordonnateur de :
la trésorerie aura certifiés exacts et :
payables et dans lesquels les marchandi- :
ses ou services dont l'acquisition est :
financée seront identifiés ainsi que le :
prix desdits marchandises et services. :
De son côté, l'ONU, au reçu de la deman- :
de écrite susmentionnée accompagnée de :
la même documentation indiquant que le :
paiement n'a pas encore eu lieu, versera :

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended
from time to time by agreement between
the parties hereto.

Executed in the City of Leopoldville,
day of

Government of the
Republic of Congo

United Nations

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Chief
Civilian
Operations
B.F. Osotio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être mo-
difié, de temps à autre, par accord
entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,
le

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau
de la coordination
économique
A. Succar

Chef des Opérations
civiles
B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. D-01.13
and D-01.23
Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme D-01.13
et D-01.23
Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

PROJET D'ACCORD

Agreement entered into on 25 March 1963 between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Accord conclu le 25 mars 1963 entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed between the parties hereto as follows:

1. The UN hereby agrees to grant to the Government CF 70,000,000 for the purpose of financing the following project approved by Title I Counterpart Committee and more fully described below, in accordance with the budget below set forth, in the manner and under the rules and procedures described below which project it is mutually agreed is given priority rating and is designed to promote balance economic development in the Congo.

BUDGET

3. This is a project in the amount of CF 70,000,000 for the studies and construction on the Ituri road.

3. Payment of goods and services procured by the Government in connexion with the project will be paid by the U.N. or reimbursed to the Government upon written request of the Ordonnateur Trésorier of the Government, accompanied by receipted bills, payrolls, vouchers, or other documents certified by him to be correct and payable and which will identify the goods or services financed and the project against which the goods and services are to be charged.

Alternatively, the U.N. will, upon such written request, and accompanied by the same documentation indicating that payment has not yet been made, pay on behalf of the Government to the payee

Les parties au présent accord conviennent solennellement de ce qui suit:

1. L'ONU s'engage par le présent accord à donner au Gouvernement une somme de FC 70 000 000 destinés à assurer le financement du projet approuvé par la Commission des fonds de contrepartie du Titre I, décrit ci-dessous, conformément au budget qui figure ci-dessous, dans les conditions et selon les règles et procédures qui sont définies dans le présent accord, les deux parties s'étant mises d'accord pour donner la priorité audit projet, lequel est de nature à favoriser le développement économique équilibré du Congo.

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC 70 000 000 destinés aux études et travaux d'exécution de la route de l'Ituri.

3. L'ONU versera le prix des marchandises et services acquis par le Gouvernement dans le cadre du projet, ou remboursera ce prix au Gouvernement sur la demande écrite de l'Ordonnateur de la trésorerie du Gouvernement accompagnée des mémoires, feuilles de salaires et attestations acquittés ou d'autres documents que ledit Ordonnateur de la trésorerie aura certifiés exacts et payables et dans lesquels les marchandises ou services dont l'acquisition est financée seront identifiés ainsi que le prix des dits marchandises et services. De son côté, l'ONU, au reçu de la demande écrite susmentionnée accompagnée de la même documentation indiquant que le paiement n'a pas encore eu lieu, versera

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended from time to time by agreement between the parties hereto.

Executed in the city of Leopoldville,
day of

Government of the
Republic of Congo

United Nations

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Chief
Civilian
Operations
B.F. Osotio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être modifié, de temps à autre, par accord entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,
le

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau
de la coordination
économique
A. Succar

Chef des Opérations
civiles
B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. D-01.25

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme D-01.25

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 25 March 1963 between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 25 mars 1963 entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed between the parties hereto as follows:

1. The UN hereby agrees to grant to the Government CF 55,000,000 for the purpose of financing the following project approved by Title I Counterpart Committee and more fully described below, in accordance with the budget below set forth, in the manner and under the rules and procedures described below which project it is mutually agreed is given priority rating and is designed to promote balance economic development in the Congo.

BUDGET

2. This is a project in the amount of CF 55,000,000 for the reconstruction of 15 South Katanga bridges.

3. Payment of goods and services procured by the Government in connexion with the project will be paid by the U.N. or reimbursed to the Government upon written request of the Ordonnateur Trésorier of the Government, accompanied by receipted bills, payrolls, vouchers, or other documents certified by him to be correct and payable and which will identify the goods or services financed and the project against which the goods and services are to be charged. Alternatively, the U.N. will, upon such written request, and accompanied by the same documentation indicating that payment has not yet been made, pay on behalf of the Government to the payee,

Les parties au présent accord conviennent solennellement de ce qui suit:

1. L'ONU s'engage par le présent accord à donner au Gouvernement une somme de FC 55 000 000 destinés à assurer le financement du projet approuvé par la Commission des fonds de contrepartie du Titre I, décrit ci-dessous, conformément au budget qui figure ci-dessous, dans les conditions et selon les règles et procédures qui sont définies dans le présent accord, les deux parties s'étant mises d'accord pour donner la priorité audit projet, lequel est de nature à favoriser le développement économique équilibré du Congo.

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC 55 000 000 destinés à la reconstruction de 15 ponts au Sud-Katanga.

3. L'ONU versera le prix des marchandises et services acquis par le Gouvernement dans le cadre du projet, ou remboursera ce prix au Gouvernement sur la demande écrite de l'Ordonnateur de la trésorerie du Gouvernement accompagnée des mémoires, feuilles de salaires et attestations acquittés ou d'autres documents que ledit Ordonnateur de la trésorerie aura certifiés exacts et payables et dans lesquels les marchandises ou services dont l'acquisition est financée seront identifiés ainsi que le prix desdits marchandises et services. De son côté, l'ONU, au reçu de la demande écrite susmentionnée accompagnée de la même documentation indiquant que le paiement n'a pas encore eu lieu, versera

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended from time to time by agreement between the parties hereto.

Executed in the city of Leopoldville,

day of

Government of the
Republic of Congo

United Nations

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Chief
Civilian
Operations
B.F. Osotio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être modifié, de temps à autre, par accord entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,

le

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau
de la coordination
économique
A. Succar

Chef des Opérations
civiles
B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. D-04.42

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme D-04.42

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 25 March 1963 between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close cooperation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 25 mars 1963 entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed :
between the parties hereto as follows: :

1. The UN hereby agrees to grant :
to the Government CF 10,000,000 for the :
purpose of financing the following :
project approved by Title I Counterpart :
Committee and more fully described :
below, in accordance with the budget :
below set forth, in the manner and under :
the rules and procedures described below :
which project it is mutually agreed is :
given priority rating and is designed :
to promote balance economic development :
in the Congo. :

BUDGET

2. This is a project in the amount :
of CF 10,000,000 for the construction :
of sanitation facilities in Elisabeth- :
ville ~~XXXXXX~~ communes. :

3. Payment of goods and services :
procured by the Government in connexion :
with the project will be paid by the :
U.N. or reimbursed to the Government :
upon written request of the Ordonnateur :
Trésorier of the Government, :
accompanied by receipted bills, :
payrolls, vouchers, or other documents :
certified by him to be correct and :
payable and which will identify the :
goods or services financed and the :
project against which the goods and :
services are to be charged. :
Alternatively, the U.N. will, upon such :
written request, and accompanied by :
the same documentation indicating that :
payment has not yet been made, pay on :
behalf of the Government to the payee, :

Les parties au présent accord con- :
viennent solennellement de ce qui suit: :

1. L'ONU s'engage par le présent :
accord à donner au Gouvernement une :
somme de FC 10 000 000 destinée à assu- :
rer le financement du projet approuvé :
par la Commission des fonds de contre- :
partie du Titre I, décrit ci-dessous, :
conformément au budget qui figure ci- :
dessous, dans les conditions et selon :
les règles et procédures qui sont défi- :
nies dans le présent accord, les deux :
parties s'étant mises d'accord pour :
donner la priorité audit projet, lequel :
est de nature à favoriser le développe- :
ment économique équilibré du Congo. :

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC :
10 000 000 destinés aux travaux de :
voirie et d'assainissement des communes :
d'Elisabethville. :

3. L'ONU versera le prix des mar- :
chandises et services acquis par le :
Gouvernement dans le cadre du projet, :
ou remboursera ce prix au Gouvernement :
sur la demande écrite de l'Ordonnateur :
de la trésorerie du Gouvernement accom- :
pagnée des mémoires, feuilles de salai- :
res et attestations acquittés ou d'au- :
tres documents que ledit Ordonnateur de :
la trésorerie aura certifiés exacts et :
payables et dans lesquels les marchandi- :
ses ou services dont l'acquisition est :
financée seront identifiés ainsi que le :
prix desdits marchandises et services. :
De son côté, l'ONU, au reçu de la deman- :
de écrite susmentionnée accompagnée de :
la même documentation indiquant que le :
paiement n'a pas encore eu lieu, versera :

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended
from time to time by agreement between
the parties hereto.

Executed in the city of Leopoldville,
day of

Government of the
Republic of Congo

United Nations

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Chief
Civilian
Operations
B.F. Osotio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être mo-
difié, de temps à autre, par accord
entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,
le

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau
de la coordination
économique
A. Succar

Chef des Opérations
civiles
B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

Office of the Chief Reference:
of Civilian Operations Programme D-01.24:
ONUC

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef Référence:
des Opérations Programme D-01.24
Civiles - ONUC

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 25 March
1963 between the Government of the
Republic of Congo (hereinafter referred
to as Government) and the United
Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of
Understanding dated 13 February 1962
between the Government of the United
States and the United Nations, it was
agreed by the Government of the United
States to grant to the United Nations
90 per cent of the Congo francs which
accrue to the United States Government
pursuant to the Agricultural Commodities
Agreement dated 18 November 1961 between
the said Government of the United States
and the Government of the Republic of
Congo, and

Whereas, it was agreed that the
Congo francs thus paid over to the
U.N. will be used for grants to the
Government for such priority
expenditures to promote balanced
economic development as may from time
to time be agreed between the
Government and the U.N. in close co-
operation with the Representative in
the Republic of the Congo of the
Agency of International Development
of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the
Government and the U.N. shall agree
upon suitable procedures providing
that expenditures in connexion with
the above-mentioned purposes be made
on the same principles as those in
force for the counterpart funds under
the Agreement between the U.N. and the
Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 25 mars 1963
entre le Gouvernement de la République
du Congo (ci-après dénommée "le Gouver-
nement") et l'Organisation des Nations
Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum
d'accord du 13 février 1962 entre le
Gouvernement des Etats-Unis et l'Orga-
nisation des Nations Unies, le Gouver-
nement des Etats-Unis a accepté de re-
mettre à l'Organisation des Nations
Unies 90 pour cent des sommes en francs
congolais acquises au Gouvernement des
Etats-Unis en application de l'Accord
relatif aux produits agricoles conclu
le 18 novembre 1961 entre le Gouverne-
ment des Etats-Unis d'Amérique et le
Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que
les francs congolais ainsi remis à l'ONU
seront attribués au Gouvernement pour
des dépenses prioritaires de nature à
favoriser un développement économique
équilibré qui auront fait l'objet d'ac-
cords conclus de temps à autre entre
le Gouvernement et l'ONU, en étroite
collaboration avec le Représentant dans
la République du Congo de l'Agency for
International Development du Gouverne-
ment des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que
le Gouvernement et l'ONU détermineraient
d'un commun accord les procédures appro-
priées, à condition que les dépenses
engagées aux fins susmentionnées soient
soumises aux mêmes principes que ceux qui
sont en vigueur dans le cas des fonds de
contrepartie qui font l'objet de l'Accord
en date du 12 juin 1961 conclu entre
l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed :
between the parties hereto as follows: :

1. The UN hereby agrees to grant :
to the Government CF 30,000,000 for the :
purpose of financing the following :
project approved by Title I Counterpart :
Committee and more fully described :
below, in accordance with the budget :
below set forth, in the manner and under :
the rules and procedures described below; :
which project it is mutually agreed is :
given priority rating and is designed :
to promote balance economic development :
in the Congo. :

BUDGET

2. This is a project in the amount :
of CF 30,000,000 for the repairs on the :
Leo-Kenge and Leo-Kasangulu roads. :

3. Payment of goods and services :
procured by the Government in connexion :
with the project will be paid by the :
U.N. or reimbursed to the Government :
upon written request of the Ordonnateur :
Trésorier of the Government, :
accompanied by receipted bills, :
payrolls, vouchers, or other documents :
certified by him to be correct and :
payable and which will identify the :
goods or services financed and the :
project against which the goods and :
services are to be charged. :
Alternatively, the U.N. will, upon such :
written request, and accompanied by :
the same documentation indicating that :
payment has not yet been made, pay on :
behalf of the Government to the payee, :

Les parties au présent accord con- :
viennent solennellement de ce qui suit: :

1. L'ONU s'engage par le présent :
accord à donner au Gouvernement une :
somme de FC 30 000 000 destinée à assu- :
rer le financement du projet approuvé :
par la Commission des fonds de contre- :
partie du Titre I, décrit ci-dessous, :
conformément au budget qui figure ci- :
dessous, dans les conditions et selon :
les règles et procédures qui sont défi- :
nies dans le présent accord, les deux :
parties s'étant mises d'accord pour :
donner la priorité audit projet, lequel :
est de nature à favoriser le développe- :
ment économique équilibré du Congo. :

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC :
30 000 000 destinés à la remise en état :
des routes Léo-Kenge et Léo-Kasangulu. :

3. L'ONU versera le prix des mar- :
chandises et services acquis par le :
Gouvernement dans le cadre du projet, :
ou remboursera ce prix au Gouvernement :
sur la demande écrite de l'Ordonnateur :
de la trésorerie du Gouvernement accom- :
pagnée des mémoires, feuilles de salai- :
res et attestations acquittés ou d'au- :
tres documents que ledit Ordonnateur de :
la trésorerie aura certifiés exacts et :
payables et dans lesquels les marchandi- :
ses ou services dont l'acquisition est :
financée seront identifiés ainsi que le :
prix desdits marchandises et services. :
De son côté, l'ONU, au reçu de la deman- :
de écrite susmentionnée accompagnée de :
la même documentation indiquant que le :
paiement n'a pas encore eu lieu, versera :

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted; and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended from time to time by agreement between the parties hereto.

Executed in the City of Leopoldville,
25 day of March 1963

Government of the
Republic of Congo

United Nations

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Chief
Civilian
Operations
B.F. Osotio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être modifié, de temps à autre, par accord entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,
le 25 mars 1963.

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organisation des
Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau
de la coordination
économique
A. Succar

Chef des Opérations
civiles
B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog. D-11.11

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme D-11.11

Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 25 March 1963 between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency of International Development of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 25 mars 1963 entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "Le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed: Les parties au présent accord con-
between the parties hereto as follows: viennent solennellement de ce qui suit:

1. The UN hereby agrees to grant : 1. L'ONU s'engage par le présent
to the Government CF 3,000,000 for the : accord à donner au Gouvernement une
purpose of financing the following : somme de FC 3 000 000 destinés à assu-
project approved by Title I Counterpart: rer le financement du projet approuvé
Committee and more fully described : par la Commission des fonds de contre-
below, in accordance with the budget : partie du Titre I, décrit ci-dessous,
below set forth, in the manner and : conformément au budget qui figure ci-
under the rules and procedures : dessous, dans les conditions et selon
described below which project it is : les règles et procédures qui sont défi-
mutually agreed is given priority : nies dans le présent accord, les deux
rating and is designed to promote : parties s'étant mises d'accord pour
balance economic development in the : donner la priorité audit projet, lequel
Congo. : est de nature à favoriser le développe-
: ment économique équilibré du Congo.

BUDGET

BUDGET

2. This is a project in the amount: 2. Il s'agit d'un projet de FC
of CF 3,000,000 for the reconstruction : 3 000 000 destinés aux travaux de recons-
of Lenge bridge, for the re-opening of : truction du pont de Lenge, pour la remise
the Albertville-Kabalo-Kabongo line. : en service de la ligne Albertville-Kaba-
: lo-Kabongo

3. Payment of goods and services : 3. L'ONU versera le prix des mar-
procured by the Government in connexion: chandises et services acquis par le
with the project will be paid by the : Gouvernement dans le cadre du projet,
U.N. or reimbursed to the Government : ou remboursera ce prix au Gouvernement
upon written request of the : sur la demande écrite de l'Ordonnateur
Ordonnateur Trésorier of the : de la trésorerie du Gouvernement accom-
Government, accompanied by receipted : pagnée des mémoires, feuilles de salai-
bills, payrolls, vouchers, or other : res et attestations acquittés ou d'au-
documents certified by him to be : tres documents que ledit Ordonnateur de
correct and payable and which will : la trésorerie aura certifiés exacts et
identify the goods or services : payables et dans lesquels les marchandi-
financed and the project against which : ses ou services dont l'acquisition est
the goods and services are to be charged : financée seront identifiés ainsi que le
Alternatively, the U.N. will, upon such : prix desdits marchandises et services.
written request, and accompanied by : De son côté, l'ONU, au reçu de la deman-
the same documentation indicating that : de écrite susmentionnée accompagnée de
payment has not yet been made, pay on : la même documentation indiquant que le
behalf of the Government to the payee, : paiement n'a pas encore eu lieu, versera

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended from time to time by agreement between the parties hereto.

Executed in the City of Leopoldville,

25 day of March 1963

Government of the
Republic of Congo

United Nations

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Chief
Civilian
Operations
B.F. Osorio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être modifié, de temps à autre, par accord entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,

le 25 mars 1963

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau
de la coordination
économique
A. Succar

Chef des Opérations
civiles
B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

Office of the Chief
of Civilian Operations
ONUC

Reference:
Prog.
Civ.Ops.Doc.30
Title I
Counterpart
Committee

Bureau du Chef
des Opérations
Civiles - ONUC

Référence:
Programme
Doc. 30 des Op.Civ.
Titre I
Commission des Fonds
de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

PROJET D'ACCORD

Agreement entered into on **16 May 1964** between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Accord conclu le **16 mai 1964** entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close co-operation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed :
between the parties hereto as follows :

1. The UN hereby agrees to grant to :
the Government CF 16,466,200 for the :
purpose of financing the following :
project approved by Title I Counterpart :
Committee and more fully described in :
Civ. Ops. Doc. No. 30: Urgent works for :
protection on the shores of Lake :
Tanganyika, attached to, and made part :
of, this agreement, in accordance with :
the budget below set forth, in the :
manner and under the rules and :
procedures described below, which project :
it is mutually agreed is given priority :
rating and is designed to promote :
balanced economic development in the :
Congo.

BUDGET

2. This is a project in the amount :
of CF 16,466,200 for the temporary :
repair of the bridge on the LUBUYE river :
at Albertville (1,161,200 CF); the :
construction of a detour and the :
accompanying works at Albertville (CF :
730,000); the building of stone dykes to :
protect a road around the factory :
FILTISAF and the road from the airport :
to Albertville (6,375,000 CF); the :
protection of the port of Kalundu over a :
distance of 400 m. by a stone dyke :
(5,000,000 CF); Raising of the protection :
of the pumping station of REGIDESO in :
Albertville (3,200,000 CF).

3. Payment of goods and services :
procured by the Government in connexion :
with the project will be paid by the :
U.N. or reimbursed to the Government :
upon written request of the Ordonnateur :
Trésorier of the Government, :
accompanied by receipted bills, :
payrolls, vouchers, or other documents :
certified by him to be correct and :
payable and which will identify the :
goods or services financed and the :
project against which the goods and :
services are to be charged.
Alternatively, the U.N. will, upon such :
written request, and accompanied by :
the same documentation indicating that :
payment has not yet been made, pay on :
behalf of the Government to the payee,

Les parties au présent accord con- :
viennent solennellement de ce qui suit :

1. L'ONU s'engage par le présent :
accord à donner au Gouvernement une som- :
me de FC 16 466 200 destinée à assurer :
le financement du projet approuvé par la :
Commission des Fonds de contrepartie du :
Titre I, décrit plus amplement dans le :
document des Op. Civ. ci-joint, No. 30 :
Travaux urgents de protection sur le Lac :
Tanganyika, qui fait partie du présent :
accord, conformément au budget qui figu- :
re ci-dessous, dans les conditions et :
selon les règles et procédures qui sont :
définies dans le présent accord, les :
deux parties s'étant mises d'accord pour :
donner la priorité audit projet, lequel :
est de nature à favoriser le développe- :
ment économique équilibré du Congo.

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC :
16 466 200 destinés à la réfection provi- :
soire du pont de la rivière LUBUYE à Al- :
bertville (1 161 200 FC); la construction :
d'une déviation de route et travaux acces- :
soires de routes à Albertville (730 000 FC); :
la protection par digues en enrochements :
d'une route contournant l'usine FILTISAF :
et de la route de l'aérodrome à Albert- :
ville (6 375 000 FC); la protection par :
une digue en enrochements du Port de Ka- :
lundu sur 400 m. (5 000 000 FC); la suré- :
lévation de la protection de la Station :
de pompage de la REGIDESO à Albertville :
(3 200 000 FC).

3. L'ONU versera le prix des mar- :
chandises et services acquis par le :
Gouvernement dans le cadre du projet, :
ou remboursera ce prix au Gouvernement :
sur la demande écrite de l'Ordonnateur :
de la trésorerie du Gouvernement accom- :
pagnée des mémoires, feuilles de salai- :
res et attestations acquittés ou d'au- :
tres documents que ledit Ordonnateur de :
la trésorerie aura certifiés exacts et :
payables et dans lesquels les marchandi- :
ses ou services dont l'acquisition est :
financée seront identifiés ainsi que le :
prix desdits marchandises et services.
De son côté, l'ONU, au reçu de la deman- :
de écrite susmentionnée accompagnée de :
la même documentation indiquant que le :
paiement n'a pas encore eu lieu, versera

person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

: au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

: 4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

: 5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

: 6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended from time to time by agreement between the parties hereto.

Executed in the City of Leopoldville,
day of

Government of the
Republic of Congo

United Nations

Minister of Public Works
A. Delvaux

Director
Bureau of Economic
Coordination
A. Succar

Chief
Civilian
Operations
B.F. Osotio-Tafall

Assistant Director
Bureau of Economic
Coordination
J.P. Tona-Masesa

Noted: US Government

S.T. Baron

7. Le présent accord peut être modifié, de temps à autre, par accord entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,
le

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Ministre des Travaux publics
A. Delvaux

Directeur du Bureau
de la coordination
économique
A. Succar

Chef des Opérations
civiles
B.F. Osorio-Tafall

Directeur Assistant du
Bureau de la coordination
économique
J.P. Tona-Masesa

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

Bureau du Chef des
Opérations civiles
de l'ONUC

Commission des fonds
de Contrepartie du Titre I
Doc. No. 30 des Op. Civ.

PROJET DE REFECTION ET DE PROTECTION
D'OUVRAGES SUR LE LAC TANGANYIKA
PRESENTE A LA COMMISSION DES FONDS
DE CONTREPARTIE DU TITRE I

1. Titre du projet: Travaux urgents de protection sur le Lac Tanganyika
2. Lieu d'exécution: Province du Nord Katanga (Rives du Lac Tanganyika)
3. Type des travaux: Il s'agit du financement des travaux suivants:
 - 1 - Réfection provisoire du pont de la rivière LUBUYE à Albertville (1.161.200 FC)
 - 2 - Construction d'une déviation de route et travaux accessoires de routes à Albertville (730.000 FC)
 - 3 - Protection par digues en enrochements d'une route contournant l'usine FILTISAF et de la route de l'aérodrome à Albertville (6.375.000 FC)
 - 4 - Protection par une digue en enrochements du Port de Kalundu sur 400 m. (5.000.000 FC)
 - 5 - Surélévation de la protection de la Station de pompage de la REGIDESO à Albertville (3.200.000)
4. Coût estimatif: 16.466.200 Francs Congolais
5. Pourcentage en devises:

13% pour frais généraux extérieurs en plus de l'attribution de licence d'importation pour pièces de rechange, matériel et matériaux.
6. Délai d'exécution: 2 mois à partir du début du mois de juin 1964
7. Démarrage des travaux: Immédiatement après signature des contrats respectifs
8. Priorité du projet: Elevée en raison de l'urgence nécessaire pour réparer les dégâts dus aux inondations.
9. Justification des travaux:

La province du Nord Katanga est déjà éprouvée par les inondations provoquées par la forte crue du Lac Tanganyika.

Ce projet comprend la réfection des routes et ouvrages les plus atteints et les plus vitaux, et aussi des travaux de protection indispensables contre le péril imminent des fortes houles prévues. Ces houles risquent d'être dévastatrices en raison de la conjonction des forts vents du Sud de la saison prochaine et du niveau très élevé des eaux du lac.

En ce qui concerne la protection du Port de KALUNDU, il est rappelé que celui-ci commande actuellement les mouvements d'import-export de la région de BUKAVU. La mise hors service signifierait par conséquent, l'asphyxie économique de cette région.

RENSIGNEMENTS GENERAUX SUR LE PROJET

1. Comment les travaux seront-ils effectués?

L'urgence du projet conduit à confier ces travaux aux Entreprises locales les plus qualifiées et qui disposent sur place du matériel nécessaire suivant différents marchés de gré à gré.

2. Y a-t-il des entrepreneurs disponibles pour effectuer ces travaux?

Les travaux aux trois premiers postes du paragraphe 3 ci-dessus seront confiés à l'Association Momentanée AUXELTRA-VERTICCHIO d'Albertville.

La protection du Port de KALUNDU prévue au 4^e poste sera confiée à AMSAR (Association Momentanée SAFRICAS-RUVIR) de BUKAVU.

La surélévation de la protection de la Station de pompage sera confiée à l'Entreprise VERTICCHIO qui termine la première tranche de cette protection.

3. Qui adjudgera les travaux?

Le Ministre des Travaux Publics, sur avis du Conseil des Adjudications, accordera les marchés par lettre de commande.

4. Qui sera chargé de surveiller l'exécution du projet?

Les experts de l'ONUC surveilleront l'exécution des travaux.

5. Les matériaux et la main-d'oeuvre locale sont disponibles

6. Les autorités locales acceptent-elles ce projet?

Les autorités de la Province sont d'accord sur le projet. La demande de crédit est introduite avec l'accord du Département des Travaux publics. C'est un projet officiel.